



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-163

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EUROPEENS DE LA CARTE D'ACHAT -
ADHESION DE LA VILLE - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Je vous propose l'adhésion de la Commune de SETE à l'Association des Professionnels Européens de la Carte Achat (APECA). Cette association, loi 1901, créée en 2003, est dédiée à la carte achat et à la dématérialisation des échanges inter-entreprises.

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, la commune de SETE est activement investie dans la mise en place de ce mode de paiement afin de garantir entre autre une plus grande réactivité des services communaux, leurs besoins étant satisfaits plus rapidement, et de meilleures relations entre la commune et ses fournisseurs grâce à des délais de paiement très réduits.

Compte tenu de la participation et la collaboration de la commune de SETE au Tour de France de l'APECA en 2010 et 2011, l'adhésion sur le deuxième semestre de l'année 2011 est offerte, la cotisation annuelle ne sera due qu'à compter de janvier 2012. Elle s'élèvera à un montant de 600€ HT.

En adhérant à cette association, la Commune de SETE marque davantage son implication au programme de déploiement de la carte achat et sa mobilisation avec les autres membres privés et publics contribuera à son renforcement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADHERE

à cette association,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tout document se rapportant à cette adhésion et à régler pour l'année 2012 la cotisation fixée par l'APECA,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget 2012:

Nature : 6184 Fonction : 020 Service : ACHATS

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-164

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR POUR LA REGIE DES POMPES FUNEBRES

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 22 juillet 2008, notre Assemblée adoptait la création de l'emploi de Directeur de la régie des Pompes Funèbres municipales ;

Aujourd'hui, en prévision du terme du contrat – pris en application de l'article 3 – alinéa 4 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 - qui arrive à échéance au 31 octobre 2011. Il convient de relancer la procédure légale de recrutement d'un technicien qui assurera les fonctions de Directeur de la Régie.

Dans l'éventualité où cet emploi ne pourrait être pourvu par un fonctionnaire, il convient d'envisager le recrutement d'un agent non-titulaire, dans les conditions fixées par l'article 3 - alinéa 4 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, par lequel un contrat d'une durée de trois ans pourrait être conclu.

Le candidat potentiel doit remplir les conditions énoncées ci-après :

Nature des fonctions : direction administrative et financière de la régie des pompes funèbres

- assurer la gestion administrative, financière et humaine de la régie municipale des pompes funèbres ;
- élaborer et suivre le budget ;
- coordonner les relations avec le receveur municipal ;
- gérer les régies d'avances et de recettes ;
- coordonner les relations entre l'équipe technique et administrative ;
- développer le potentiel économique du complexe ;
- veiller à entretenir des relations cordiales et efficaces avec les fournisseurs, les autorités religieuses et les divers autres intervenants du secteur funéraire.

Niveau de recrutement :

- Bac + 2 (gestion comptable)
- Posséder une solide expérience dans le domaine de la gestion et de la direction d'un établissement.

Rémunération :

Indice majoré 443 - prévue au budget et éventuellement majoré d'un complément indemnitaire dans la limite du régime indemnitaire applicable aux agents titulaires de catégorie B, comparable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal:

ADOpte le principe du recours éventuel à un agent sous contrat à durée déterminée de trois ans

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 64111 Fonction : 020 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 38 – NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-165

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Je vous prie de bien vouloir prononcer les modifications suivantes, au tableau des effectifs :

Au titre des créations de postes :

Budget de la Ville :

Catégorie A :

- 01 poste dans le cadre d'emploi des administrateurs
- 01 poste de conservateur du patrimoine

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal:

ADOpte le tableau des effectifs ainsi modifié

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 64111 Fonction : 020 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-166

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE - FIXATION DU
COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité, dite loi NOME, publiée au JO le 8 décembre 2010, instaure une taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) en remplacement de la taxe locale sur l'électricité. La TCFE comprend une part communale (TCCFE) et une part départementale (TDCFE).

Auparavant les taux de 8% (taxe communale) et de 4% (taxe départementale) étaient appliqués à 80% du montant de la facture (abonnement + consommation).

A compter du 1er janvier 2011, les taxes sur la consommation finale d'électricité sont calculées par application d'un tarif aux consommations mesurées en MWh.

Les communes appliquent un coefficient multiplicateur (entre 0 et 8) à un barème légal :

Consommations non professionnelle	0,75 € / MWh
Consommations professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> ■ Moins de 36 kVA : 0,75 € / MWh ■ Entre 36 et 250 Kva : 0,25 € / MW

L'application de ces coefficients multiplicateurs par une commune aboutit aux tarifs suivants :

Type de consommation	Tarifs de base	Coefficient multiplicateur	Tarifs mini	Tarifs maxi
Consommations non professionnelles	0,75 € / MWh	0 à 8	0 € / MWh	6,00 € / MWh
Consommations professionnelles puissance souscrite < 36kVA	0,75 € / MWh	0 à 8	0 € / MWh	6,00 € / MWh
Consommations professionnelles entre 36 et 250 kVA	0,25 € / MWh	0 à 8	0 € / MWh	2,00 € / MWh

Pour l'année 2011 aucune délibération n'était nécessaire pour la reconduction des anciennes valeurs appliquées pour les taxes sur l'électricité : le taux, en valeur décimale, constaté au 31 décembre 2010, a été automatiquement converti en coefficient multiplicateur applicable aux tarifs de référence (0,25 et 0,75 euro par MWh).

Exemple : une commune qui appliquait au 31 décembre 2010 un taux de taxe sur la fourniture d'électricité de 6 % a vu appliquer en 2011 un **coefficient de 6** aux tarifs de référence de 0,75 € / MWh ou 0,25 € / MWh, soit un barème de taxe communale sur la consommation finale d'électricité de respectivement **4,50 € / MWh et 1,50 € / MWh**, selon la nature des utilisateurs (particuliers ou professionnels).

Pour l'année 2012, les communes doivent délibérer avant le 1^{er} octobre 2011 pour fixer le coefficient multiplicateur applicable sur leur territoire à compter du 1^{er} janvier 2012.

Par ailleurs, le 2^{ème} alinéa de l'article L.2333-4 et le 1^{er} alinéa du 3 de l'article L.3333-3 du code général des collectivités territoriales prévoient qu'à compter de 2012, la limite supérieure du coefficient multiplicateur sera actualisée en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac établi pour l'année précédente par rapport au même indice établi pour l'année 2009, soit **8,12** pour l'année 2012.

L'actualisation n'ayant pas de caractère automatique, une délibération doit être prise tous les ans, avant le 1^{er} octobre, puis transmise au comptable de la collectivité au plus tard le 15 octobre pour que le coefficient, ainsi actualisé, soit applicable l'année suivante.

Vu l'article 23 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité,

Vu les articles L.2333-2 à L.2333-5 Du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire de la Direction Générale des Collectivités Locales n° COT/B/11/15127/C, du 4 juillet 2011 et relative aux taxes communales et départementales sur la consommation finale d'électricité

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal:

FIXE à **8** le coefficient initial de la taxe sur la consommation finale d'électricité sur le territoire de la commune

DECIDE DE METTRE EN ŒUVRE la mesure d'actualisation de ce coefficient, en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac établi pour l'année précédente par rapport au même indice établi pour l'année 2009, soit **8,12** pour l'année 2012.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-167

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2011 - DECISION MODIFICATIVE 3

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°3 de la VILLE qui se présente ainsi :

EN RECETTES

Section investissement.....	1 039 292,94
Section fonctionnement.....	377 560,24

EN DEPENSES

Section investissement.....	1 039 292,94
Section fonctionnement.....	377 560,24

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement				
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 13	Subvention investissement	275 166.74
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles	50 541.70	Ch. 15	Provisions pour risques et charges	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	767 425.64
Ch. 21	Immobilisations corporelles	518 201.24	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 23	Immobilisations En cours	570 000.00	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 26	Participations créances	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 27	Autres imm. financières	14 310.00
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 4582	Compte de tiers	
11001	PNRQUAD	50 550.00	Ch. 024	Produits des cessions	
11009	ISSANKA	-150 000.00	OP.09003	CIMETIERE MARIN	
Ch. 040			Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
			021	Vir. de section d'exploitation	-17 609.44
	TOTAL	1 039 292.94		TOTAL	1 039 292.94

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	306 012.98	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais	12 156.70	Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	7 000.00	Ch. 73	Impôts et taxes	258 076.00
Ch. 66	Charges financières		Ch. 74	Subvention d'exploitation	87 000.00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	70 000.00	Ch. 75	Autres produits gestion courantes	19 781.72
			Ch. 77	Produits exceptionnels	12 702.52
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 79	Transferts de charges	
O23	Virement section inves.	-17 609.44	Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			OO2	Report à nouveau	
	TOTAL	377 560.24		TOTAL	377 560.24

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal:

ADOpte la décision modificative n°3 de la VILLE.

DELIBERATION ADOpTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-168

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PORT DES QUILLES 2011 - DECISION MODIFICATIVE 1

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du budget annexe du Port des Quilles qui se présente ainsi :

Ch. O 11	Charges à carac. général	-2 000,00	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. O 12	Charges de personnel et frais	2 000,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 70	Vente de produits	0,00
Ch. 66	Charges financières		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 68	Dotations aux amort. provisions		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 22	Dépenses imprévues	-15 951,75	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. O 23	Virem. à section d'investissement	23 622,75	Ch. 77	Produits exceptionnels	7 671,00
	TOTAL	7 671,00		TOTAL	7 671,00

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. OO1	solde d'investissement reporté		Ch. OO1	solde d'investissement reporté	
Ch. 16	emprunt et dettes assimilées		Ch. 021	virement de la section exploitation	23 622,75
ch. 20	immobilisations incorporelles		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre	
Ch. 21	immobilisations corporelles		Ch. 041	opérations patrimoniales	
Ch. 23	immobilisations en cours	28 236,25	Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves	
Ch. 27	autres immobilisations financières		Ch. 13	Subvention d'investissement	
Ch. 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	
Ch. O 20	Virem. à section d'investissement	-4 613,50	Ch. 27	autres immobilisations	
	TOTAL	23 622,75		TOTAL	23 622,75

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe du Port des Quilles

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 30 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-169

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA SCENE
NATIONALE

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Depuis plus de dix ans maintenant, la ville de Sète participe financièrement à l'opération Optimômes menée par la Scène Nationale. Elle a pour but d'amener les enfants de certaines classes de primaire de Sète à une pratique artistique autour de la musique, du chant et de la création.

Après Robinson qui a animé ces ateliers pendant de nombreuses années, après Denis Badault plus récemment, la Scène Nationale de Sète a choisi de faire travailler les classes de Sète sur le projet de deux œuvres courtes : Le Petit Tailleur et Brundibar avec les membres de l'Opéra Junior de Montpellier.

Le projet s'intitule : **Sète, enfants en scène 2011**. 15 heures d'ateliers par classe ont été prévues, touchant les écoles suivantes : Arago : 3 classes (2 sur les arts plastiques et une pour le chant) Anatole France : 3 classes (2 pour les Arts Plastiques et 1 pour le chant) St Pierre, 2 classes pour le chant.

Le spectacle a eu lieu en Mai. Au cours des différentes sessions, les enfants ont pu appréhender la mise en route d'un processus de création. Le dispositif **Sète enfants en scène 2011** a été pleinement satisfaisant dans son ensemble. Il permet d'engager des élèves dans une pratique plus dense que celle qui est proposée par la Scène Nationale dans le cadre de la programmation jeune public en temps scolaire.

Les moyens que la ville de Sète met à la disposition de la Scène Nationale contribuent à tisser un lien entre plusieurs écoles de la ville autour d'un projet commun. La communauté éducative est considérée dans un lien global (enseignant, intervenant, famille) et permet la mise en valeur des enfants autrement que par la réussite scolaire mais plutôt par la sensibilité, la créativité, l'investissement qui sont autant d'aspects permettant à l'élève de montrer une autre facette de lui-même.

Enfin, le temps de visite du Théâtre qui leur est proposé parallèlement, a suscité un grand engouement. Les élèves découvrent la magie d'un lieu que pour la plupart ils ont déjà fréquenté dans le cadre de la programmation de spectacles. Ils se sont tous montrés curieux et attentifs (tout comme les enseignants et les accompagnateurs présents), ce qui nous pousse naturellement à envisager **Sète enfants en scène 2012** comme le moyen de continuer de travailler pendant le chantier de rénovation de ce lieu emblématique de la ville de Sète.

La Scène Nationale ayant fait l'avance, pour 2011, des frais d'ateliers, je vous demande de bien vouloir lui attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 7 000 € aux fins de remboursement

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE cette subvention,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6748 Fonction : 30 Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-170

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : TRANSFERT DE LA GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDEE A L'ADAIS
(ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION SOCIALE) A
L'AVH (ASSOCIATION VALLEE DE L'HERAULT)

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 31 mai 2007, nous avons accordé à l'Association pour le développement de l'Insertion Sociale (ADAIS) la garantie de la Ville pour un emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de l'acquisition de la Villa Maurice, située rue Jean Moulin à SETE. Cette garantie a été accordée pour un montant de 215 500 euros, représentant 50 % de l'emprunt prévu.

Par arrêté du 30 juin 2011, le président du Conseil Général a transféré à l'Association Vallée de l'Hérault (AVH) dont le siège est situé 18 avenue de la Gardie à FLORENSAC, les autorisations de gestion relatives aux établissements et services sociaux et médicaux gérés par l'ADAIS. Ce transfert s'accompagne d'un transfert de propriété du bien immobilier susmentionné, et de l'emprunt lié à son acquisition.

En conséquence, il est proposé de transférer à l'AVH la garantie d'emprunt accordée à ADAIS par délibération du 31 mai 2007.

Néanmoins, le prêt effectivement réalisé auprès de la Caisse des Dépôts par ADAIS étant inférieur à celui initialement prévu (281 000 € au lieu de 425 000 €) le montant du cautionnement doit être ramené à **140 500 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

TRANSFERE à l'Association Vallée de l'Hérault la garantie d'emprunt accordée le 31 mai 2007 à l'Association pour le développement de l'Insertion Sociale pour un montant cautionné de 140 500 €

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-171

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATIONS "LE CERIANTHE 2",
"ESCALE 14" ET "LA PASSERELLE" - DIVERS EMPRUNTS A SOUSCRIRE
AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA
VILLE A 25%

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu les opérations envisagées par l'OPH de SETE :

- " LE CERIANTHE 2 " tendant à l'acquisition en VEFA de 3 logements collectifs, situés 8 rue du jardin des fleurs à Sète,
- « ESCALE 14 » tendant à l'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs, situés rue des Vermoutheries à Sète,
- « LA PASSERELLE » tendant à l'acquisition en VEFA de 9 logements collectifs, situés 57 bd Camille Blanc à Sète.

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 22 aout 2011 pour financer l'opération « LE CERIANTHE 2 » par un prêt PLUS CONSTRUCTION et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 161 148 €,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 17 aout 2011 pour financer l'opération « ESCALE 14 » par un prêt PLUS CONSTRUCTION et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 1 708 890 €,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 17 aout 2011 pour financer l'opération « LA PASSERELLE » par un prêt PLUS CONSTRUCTION et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 638 318 €

Vu les lettres du 25 aout 2011 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 12 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 12 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer les opérations « LE CERIANTHE 2 », « ESCALE 14 » et « LA PASSERELLE ».

La destination de ces 12 prêts est la suivante :

Pour l'opération « LE CERIANTHE 2 »

Prêt PLUS FONCIER de 28 029 €
Financement "acquisition en VEFA de 2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 7 007,25 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 90 685 €
Financement "acquisition en VEFA de 2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 22 671,25 €

Prêt PLAI FONCIER de 10 019 €
Financement "acquisition en VEFA d'un logement collectif "
Montant de la garantie : 2 504,75 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 32 415 €
Financement "acquisition en VEFA d'un logement collectif "
Montant de la garantie : 8 103,75 €

Pour l'opération « ESCALE 14 »

Prêt PLUS FONCIER de 183 312 €
Financement "acquisition en VEFA de 12 logements collectifs "
Montant de la garantie : 45 828 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 1 036 434 €
Financement "acquisition en VEFA de 12 logements collectifs "
Montant de la garantie : 259 108,50 €

Prêt PLAI FONCIER de 73 779 €
Financement "acquisition en VEFA de 8 logements collectifs "
Montant de la garantie : 18 444,75 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 415 365 €
Financement "acquisition en VEFA de 8 logements collectifs "
Montant de la garantie : 103 841,25 €

Pour l'opération « LA PASSERELLE »

Prêt PLUS FONCIER de 108 210 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 27 052,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 382 901 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 95 725,25 €

Prêt PLAI FONCIER de 32 435 €
Financement "acquisition en VEFA de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 8 108,75 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 114 772 €
Financement "acquisition en VEFA de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 28 693 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Pour l'opération « LE CERIANTHE 2 »

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 7 007,25 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 22 671,25 €
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 2 504,75 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 8 103,75 €
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Pour l'opération « ESCALE 14 »

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 45 828 €
- Durée de la période de préfinancement : 12 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 259 108,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 12 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 18 444,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 12 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 103 841,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 12 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Pour l'opération « LA PASSERELLE »

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 27 052,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 4 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb

- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 95 725,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 4 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAÎ FONCIER

- Montant du prêt garanti : 8 108,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 4 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAÎ CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 28 693 €
- Durée de la période de préfinancement : 4 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date
d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 12 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2,25 % au 22/08/2011 pour l'opération « LE CERIANTHE 2 », de 2,25 % au 17/08/2011 pour l'opération « ESCALE 14 » et « LA PASSERELLE ». Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

Pour l'opération « LE CERIANTHE 2 »

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION d'une période d'amortissement de 40 ans

Pour l'opération « ESCALE 14 »

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 12 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 12 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

Pour l'opération « LA PASSERELLE »

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 4 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 4 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 12 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 12 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer les opérations "LE CERIANTHE 2 Acquisition en VEFA de 3 logements collectifs », « ESCALE 14 Acquisition en VEFA de 20 logements collectifs » et « LA PASSERELLE Acquisition en VEFA de 9 logements collectifs » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

Glossaire des sigles :

VEFA = Vente en Etat de Futur Achèvement

pdb = point de base

PLUS = prêt locatif à usage social

PLAI = prêt locatif aidé d'insertion

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 38 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-172

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ANNEE GEORGES BRASSENS - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER
AVEC LA SOCIETE MANHATTAN - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Pendant toute l'année 2011, la Ville de Sète célèbre le trentième anniversaire de la disparition de Georges Brassens ainsi que les quatre vingt dix ans de sa naissance : des spectacles, des conférences, des rencontres et des expositions ont été et sont encore au programme de cet hommage qui va se terminer par l'exposition Brassens vu par Doisneau, à partir d'octobre et pour trois mois, à l'espace Brassens et à la chapelle du Quartier Haut.

Un des temps forts de cet hommage a lieu en septembre en partenariat avec la Société Manhattan, agence spécialisée dans la réalisation et la création d'événements en France et à l'étranger, avec laquelle la Ville a décidé d'organiser une croisière en Méditerranée intitulée : « les Copains d'Abord ». Elle débutera avant l'embarquement à Marseille par l'illustration de la phrase issue du texte de « La Supplique : *Terminus en gare de Sète.* » Auparavant, un TGV amènera les croisiéristes qui le souhaitent de Paris à Sète comme l'ancien Paris – Méditerranée avec terminus à la gare de Sète afin qu'ils visitent la ville, l'Espace Georges Brassens et puissent se recueillir au Cimetière Le Py sur la tombe du poète.

La Ville et la Société Manhattan vont collaborer pour la réussite de cet événement : Manhattan en assumant l'ensemble de la manifestation, la Ville en mettant à la disposition de Manhattan l'ensemble de ses structures nécessaires : Espace Brassens, salle Brassens, matériel et en animant, à bord, des tables rondes lors de la croisière. En contrepartie, Manhattan s'engage à verser à la ville 15 € par passager participant à la croisière : « Les copains d'abord. »

Afin de fixer les termes de cette collaboration, il a été établi une convention de partenariat que je vous sou mets aujourd'hui.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la convention de partenariat,

Autorise le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire,

Decide que les sommes versées par la Société Manhattan figureront sous l'imputation suivante :
Nature : 7062 Fonction : 322 Service : GBRAS

Autorise le Trésorier Municipal à faire recette, le moment venu, du montant du reversement

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-173

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : DENOMINATION DES RUES DE LA ZAC OUEST DE VILLEROY

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'aménagement de la ZAC ouest, actuellement en cours de travaux est la dernière opération d'urbanisme sur la partie Ouest de notre ville. Il comprend la réalisation de différentes voies qu'il convient aujourd'hui de dénommer. :

une voie principale de circulation dans le prolongement de la Route d' AGDE, une voie d'accès aux lots 3, 4, 5,14 et 15, une voie longeant la voie ferrée, une voie donnant accès aux lots 6,9 et 11, ainsi qu'un mail piétonnier.

Cette année 2011 marque le 30ème anniversaire du décès de Georges BRASSENS, né à Sète le 22 octobre 1921, et décédé à SAINT GELY DU FESC le 29 octobre 1981.

C'est pourquoi, afin de rendre hommage à cette personnalité sèteoise, les titres de cinq de ses chansons ont été choisis pour dénommer ces voies.

Je vous propose donc de dénommer :

- 1° - La voie principale de circulation : Route des Quatre Chansons
(Voie qui prend attache au VIGNERAL et se prolonge par la Route d'AGDE)
 - o Cette chanson est une référence aux chansons populaires françaises comme « Sur le Pont d'Avignon ». Le chiffre 4 faisant un rappel des quatre saisons.
- 2° - La voie d'accès aux lots 3-4-5-14-15 : Rue de la Chasse aux Papillons
(Voie qui prend attache à la Rue des Oiseaux de passage pour se terminer à la Route des 4 Chansons)
 - o Cette chanson est une référence au texte des Elégies Romaines de GOETHE dont certains pensent que Georges Brassens s'est inspiré et qui traite du même thème.
- 3° - La voie longeant la voie ferrée : Rue des Oiseaux de passage
(Voie qui prend attache à la Rue de la Chasse aux Papillons pour se terminer à la Route des 4 Chansons)
 - o Cette chanson fut inspirée du poème de Jean RICHEPIN tiré du Recueil de la « Chanson de Gueux ».
- 4° - La voie d'accès aux lots 6-9-11 : Rue du Bois de Mon Cœur
(Voie qui prend attache à la Route des 4 Chansons)
 - o cette chanson figure dans le seul film qu'ait tourné Georges BRASSENS «Porte des Lilas» de René CLAIR.
- 5° - Le mail piétonnier : Esplanade Les Copains d'abord
(Voie qui prend attache à la Route des 4 Chansons)
 - o cette chanson quant à elle, fut composée à l'initiative d'Yves ROBERT, ami du chanteur, qui s'en servi comme thème musical de son film tiré du roman de Jules ROMAIN « Les copains »

Selon le plan joint en annexe,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte : ces cinq dénominations

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-174

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : NOUVELLE DENOMINATION DE VOIE : CHEMIN DU CHATEAU DE VILLEROY

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Afin de finaliser l'adressage et la dénomination de certaines voies de la Ville de SETE, il serait nécessaire de dénommer le chemin desservant l'aire de loisirs du Quartier du PONT LEVIS.

L'appellation usuelle de ce chemin qui se prolongeait jusqu'à Listel (Autrefois dénommé Château de Villeroy) est le Chemin du Château de Villeroy.

Ce domaine viticole dont l'histoire allie les péripéties d'une épidémie lors de siècles passés, et la volonté de négociants d'implanter un nouveau cépage, demeure une entité incontournable de la Ville de SETE : ce fut d'ailleurs grâce à Jeanne Louise Constance d'Aumont Duchesse de VILLEROY, qu'en 1779 un arrêt du Conseil d'Etat du Roi Louis XVI leur accorde le droit d'exploitation de ces terrains.

En fait, il n'y eu jamais de château, mais des bâtiments nécessaires à l'exploitation de ces terrains qui gardèrent la dénomination de VILLEROY en souvenir.

C'est pourquoi, afin de rendre hommage à ce domaine qui reflète l'une des diverses facettes économiques de la Ville de SETE, je vous propose de dénommer :

- **Chemin du CHATEAU DE VILLEROY, la voie qui dessert l'aire de Loisirs du Pont LEVIS**

(Voie débutant au pont du Canal des Quilles traverse l'aire de loisirs pour se terminer à la zone naturelle de 63 hectares des salins de Villeroy.

Selon le plan joint en annexe,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte : cette dénomination

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-175

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : LOCAUX CINEMAS "LE COMEDIA" ET "LE PLANET" - BAUX COMMERCIAUX
PASSES AVEC LA SOCIETE "LES CINEMAS DE SETE" - RESILIATION DU BAIL
POUR LE CINEMA "LE PLANET" - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE, propriétaire des murs des cinémas LE COMEDIA et LE PLANET, a conclu le 5 juillet 1990 des baux commerciaux pour leur exploitation, selon autorisation du conseil municipal en date du 29 mars 1990

A la suite de la cession du fond de commerce le 17 janvier 2004, par la société CINEXTENSO à la société LES CINEMAS DE SETE, un avenant au bail a été conclu par la Ville avec le nouvel exploitant par acte notarié du même jour et ce, selon autorisation du conseil municipal en date du 20 novembre 2003

Ledit avenant prévoyait :

- pendant 6 années, un loyer annuel de 1.524€ pour le COMEDIA et de 762€ pour le PLANET
- de complets travaux de réaménagement des deux cinémas
- en cas de cessation d'exploitation du PLANET à l'issue de ces 6 années, le versement d'une somme de 60.000€ exclusive de toute autre indemnité de fin de bail

Par courrier du 23 novembre 2010, la société LES CINEMAS DE SETE informe la Ville de la cessation d'activité du PLANET et sollicite le versement de la somme de 60.000€.

Afin de pouvoir récupérer définitivement les locaux, il vous est proposé un avenant de résiliation du bail du 5 juillet 1990 portant sur les lots n°1, 30, 31 et 32 de l'ensemble immobilier destiné à l'exploitation du cinéma « LE PLANET » sis Résidence le Palace, 24 Avenue Victor Hugo.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE la résiliation du bail commercial du 5 juillet 1990 et de son avenant du 17 janvier 2004 portant sur les locaux du cinéma LE PLANET

DECIDE du versement de l'indemnité de 60.000€, à la société LES CINEMAS DE SETE, à l'exclusion de toute autre indemnité comme convenu dans l'avenant à bail du 17 janvier 2004

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à signer l'avenant de résiliation, ainsi que tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DECIDE que cette dépense sera prélevée sur les crédits seront ouverts au budget de la ville :
Nature : 6718 Fonction : 020 Service PAT

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-176

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : LOCAUX CINEMAS "LE COMEDIA" ET "LE PLANET" - BAUX COMMERCIAUX
PASSES AVEC LA SOCIETE "LES CINEMAS DE SETE" - CONGE AVEC OFFRE
DE RENOUVELLEMENT POUR LE CINEMA "COMEDIA"

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE, propriétaire des murs des cinémas COMEDIA et PLANET, a conclu le 5 juillet 1990 des baux commerciaux pour leur exploitation.

A la suite de la cession du fond de commerce le 17 janvier 2004, par la société CINEXTENSO à la société LES CINEMAS DE SETE, un avenant au bail a été conclu par la Ville avec le nouvel exploitant par acte notarié du même jour.

Ledit avenant prévoyait :

- pendant 6 années, un loyer annuel de 1.524€ pour le COMEDIA et de 762€ pour le PLANET
- de complets travaux de réaménagement des deux cinémas

Cette période étant écoulée, il est aujourd'hui nécessaire de fixer, pour les locaux du COMEDIA, un loyer conforme aux conditions du marché dans ce secteur d'activité.

L'évaluation du loyer annuel est de 69 000 €.

Aussi, je vous propose, conformément aux articles L 145-8 et suivants du Code de commerce, de notifier au locataire un congé avec offre de renouvellement, pour une durée de neuf ans, avec un loyer annuel ramené à la somme de 60.000€.

A défaut d'accord, il conviendra de saisir la Commission de conciliation des baux commerciaux puis éventuellement demander au président du tribunal de grande instance la fixation judiciaire du loyer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de notifier à la société LES CINEMAS DE SETE un congé avec offre de renouvellement, avec un loyer de 60.000€ annuel.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tout acte nécessaire, ou à engager toute procédure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 2
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-177

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : RESILIATION DE BAIL COMMERCIAL IMMEUBLE 53, RUE JEAN JAURES -
FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a lancé un programme de requalification des quartiers anciens dégradés.

Dans le cadre de ce programme, la Ville a exercé son droit de préemption pour acquérir un local en rez-de-chaussée situé dans un immeuble sis 53 rue Jean Jaurès, cadastré section AO n°683. La ville a préempté le bien, constitué d'un local commercial pour une superficie de 37,44m2, selon la décision n° L -2011-0264 du 04 aout 2011 en vue de l'opération de requalification de l'îlot ancien dégradé « Jean Jaurès ».

Ce local qui abrite une activité de « point phone et de petite épicerie » exercée par la Société BOUDJERIDA Si Abdallah a fait l'objet d'un bail commercial, suivant acte sous seing privé en date du 1^{er} Avril 2008.

Afin de pouvoir exécuter les travaux de restauration immobilière dans un local libre de toute occupation, et sous réserve de la signature de l'acte d'acquisition par la Ville, il est nécessaire de résilier le bail commercial en cours.

A cet effet, un engagement unilatéral fixant les conditions de la résiliation du bail a été établi : la gérante de la SARL s'est engagée à résilier le bail en cours, à laisser libres les locaux dans le mois suivant l'acte de résiliation et à acquitter tous loyers et charges lui incombant.

Par ailleurs, la Ville versera à la SARL une indemnité d'un montant de 8 000,00 €, représentant la contrepartie de la valeur du droit au bail, et une somme de 740,00 € correspondant au remboursement du dépôt de garantie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe de cette résiliation, les frais inhérents restant à la charge de la Ville.

Autorise le Maire ou l'élu délégué à signer tout document s'y rapportant.

Autorise le Trésorier Municipal à prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget à cet effet sous l'imputation :

Nature : 678 Fonction : 820 Service : PAT (Contre partie au droit au bail)

Nature : 165 Fonction : 820 Service : PAT (Remboursement du dépôt de garantie)

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 38 – ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-178

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : RAPPORTS ANNUELS DE DELEGATION DE SERVICES PUBLICS LOCAUX
(ERDF - GRDF - ANTALIS)

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

En application de l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ils ont été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 15 septembre 2011.

Les rapports examinés par la Commission Consultative des Services Publics locaux sont les suivants :

- Site radio électrique du Mont st Clair
- Gaz Réseau Distribution France
- Electricité Réseau Distribution France

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

RAPPORT DE DELEGATION SUR L'EXECUTION DU CONTRAT D'AFFERMAGE RELATIF AU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR.

La Mairie de SÈTE et TDF ont signé un contrat d'affermage en date du 19 septembre 2006 pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à SÈTE. Le contrat a été notifié à TDF le 16 janvier 2007. Il a fait l'objet d'un avenant n° 1 en date du 12 février 2007, portant modification du cahier des charges, et d'un avenant n° 2 en date du 30 mars 2007 portant agrément de la Mairie sur la cession par TDF du contrat d'affermage à ANTALIS TV.

Fin 2010, 18 contrats sont en vigueur sur le périmètre de cette DSP, conclus conformément aux dispositions du contrat d'affermage et dans le respect de la grille des usagers.

Les principaux évènements commerciaux pour TDF :

Dans le cadre de sous-délégation, TDF a accueilli un nouvel utilisateur: La Radio ONE FM. Une offre a également été faite à Hérault Télécom pour l'installation du Wifi mais elle n'a pas été validée.

La gestion du site et de ses infrastructures : toutes les réserves ont été levées.

Une opération de maintenance préventive a été initiée par ANTALIS TV le 6 septembre 2010. La sécurité des techniciens est donc assurée, un contrôle continu des extincteurs et un plan d'évacuation ont été programmés et réalisés.

L'entretien des toilettes a demandé dix interventions techniques.

Les interventions de maintenance et d'intervention sur le site ont avoisiné les 332 heures. Les actes d'ingénieries ont avoisiné les 291 heures et ont porté sur 7 projets :

Radio :

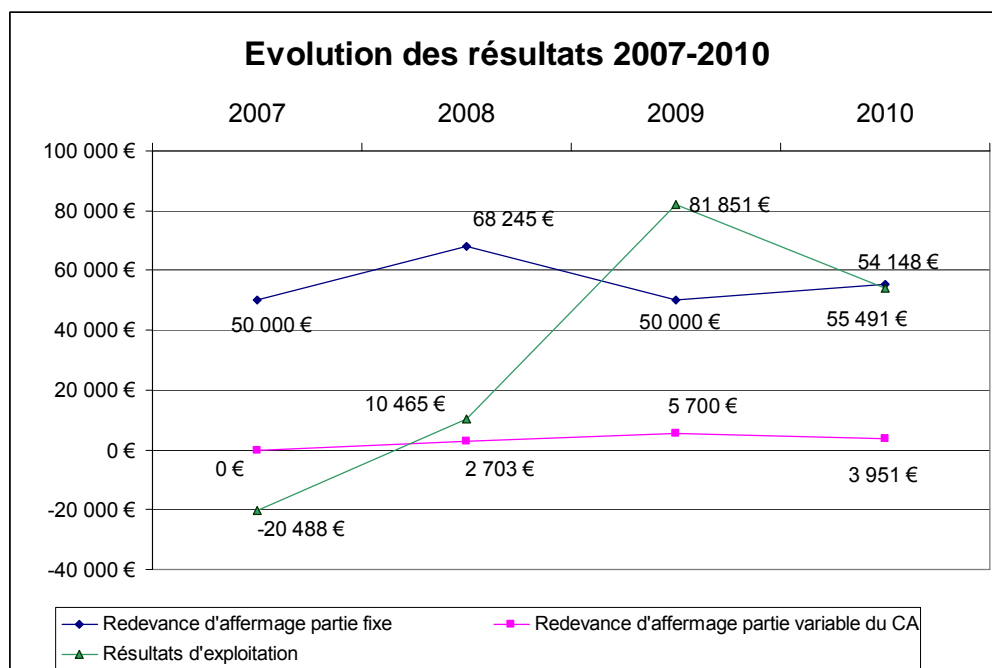
- Lenga d'oc site Sète : augmentation de puissance
- Sud Radio : remplacement traitement de son
- ONE FM : Installation

Télécoms :

- Hérault Telecom : remise d'un dossier APD
- Orange : Installation Baie UMTS 48v
- EDF Sud Ouest : création PS RRI- Sète-St Clair2
- Bouygues Telecom : Installation des fréquences 900 et 1800 + FH + UMTS

Le compte de résultat pour les 4 dernières années fait apparaître les résultats d'exploitation suivants :

	2007	2008	2009	2010
Redevance d'affermage partie fixe	50 000	68245	50000	55491
Redevance d'affermage partie variable du CA	0	2703	5700	3951
Résultats d'exploitation	-20 488	10 465	81 851	54 148



L'écart de 30 000 € entre les années 2009 et 2010 est dû à deux causes

1 - L'année 2009 a été une année de finalisation des derniers contrats. De ce fait, il y a eu plusieurs installations régularisées et par conséquent du chiffre d'affaire correspondent à des FAS (frais d'accès au service) et ce pour une valeur d'environ 15 000€.

2 – Lors de la communication du rapport 2009, l'ensemble du chiffre d'affaire n'était pas encore consolidé, par conséquent les chiffres 2009 communiqués le 30 juin 2011 par ANTALIS TV en prenant en compte toutes les données

RAPPORT ANNUEL DE CONCESSION RELATIF A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU GAZ RESEAU DISTRIBUTION France 2010

A – CONCESSION SETE

DEVELOPPEMENT DE LA CONCESSION :

Rappel : le marché du gaz naturel est totalement ouvert à la concurrence depuis le 1^{er} juillet 2007.

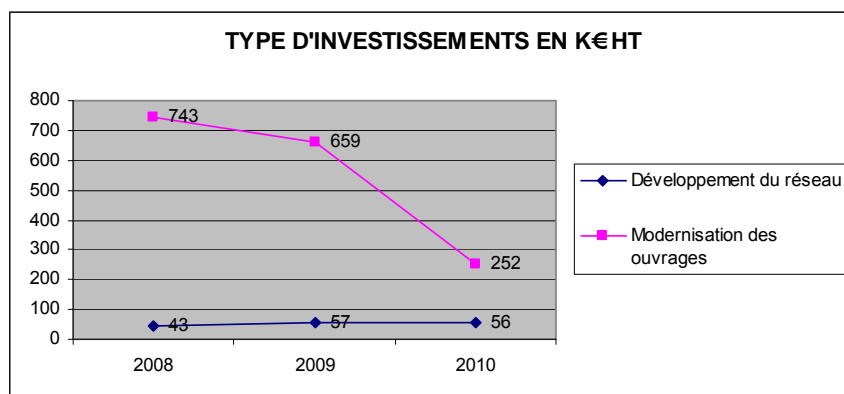
➤ 136.755 ml de réseau

➤ 13 660 clients gaz naturel en 2010 pour 594.863 MWh acheminés pour une recette de 3.237.530,56 €

Investissements en 2010 → 307.380.68€ répartis comme suit :

INVESTISSEMENTS SUR LA CONCESSION (en k€) :

Type d'investissements en K€ HT	2008	2009	2010
Développement du réseau	43	57	56
Modernisation des ouvrages	743	659	252



L'accent étant mis sur le renouvellement des branchements et des ouvrages en immeubles, sources principales de fuites à 90%.

Redevances et taxes pour 2010 :

Redevance de concession..... 18.604.47 € HT
 Impôts et taxes professionnelles..... 71.465,95 € HT

SECURITE :

- Le nombre total d'appels est de 386 dont 203 pour une intervention de sécurité et 183 pour un dépannage.
- 90% des fuites constatées ont pour siège un branchement ou une conduite d'immeuble,
- 428 clients dont la fourniture a été interrompue suite à un incident,

- Aucun incident significatif n'a été constaté en 2010 sur le territoire de la concession (coupure d'au moins 500 clients ou évacuation d'au moins 10 personnes)

ELEMENTS FINANCIERS (valeur en K€ HT) :

Recettes d'acheminement de gaz	3.238 K€
Recettes hors acheminement	206 K€
Charges brutes	1.502 K€
Charges calculées	821 K€

B- CONCESSION SUR L'UNITE LOCALE

FAITS MARQUANTS ET PERSPECTIVES :

- Rencontre avec la collectivité pour présenter son programme travaux et faciliter la coordination des chantiers.
- Les investissements prévus en 2011 seront essentiellement consacrés au renouvellement des branchements et conduites montantes des immeubles collectifs.
- L'expérimentation de 2009 visant à une procédure gaz renforcée (GPR) entre les pompiers et GRDF est fonctionnelle depuis 2010 sur l'ensemble du territoire national.
- A la suite de la campagne de prévention des dommages aux ouvrages : en 2010, 1951 personnes ont été sensibilisées dont 1095 issues d'entreprises de travaux publics et 832 de collectivités locales et d'autorités concédantes.

ENQUETE DE SATISFACTION SUR LE TERRITOIRE DE LA REGION MEDITERRANEE

- Collectivités territoriales 94 %
- Clients particuliers 93,6 %
- Clients professionnels 94.1 %

SECURITE A LA MAILLE DE LA REGION MEDITERRANEE :

- Une dépense de 11 590K€ a été consacrée à la maintenance des ouvrages dont 6 441K€ en correctif et 5 150K€ en préventif.
- 7335 km de réseau surveillé dont 6 332 km grâce à un véhicule spécialisé et 1 003 km à pied.

LA RESPONSABILITE SOCIETALE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Pour 2009 -2011, 9 priorités ont été définies:

- 1 - Garantir la sécurité industrielle
 - 2 - Développer le gaz naturel
 - 3 – Limiter les impacts environnementaux de notre activité.
 - 4 – Agir pour la protection de la biodiversité
 - 5 – Développer une politique d'achats durables
 - 6 – Etre un employeur responsable
 - 7 – Accompagner les parties intéressées par notre engagement sociétal
 - 8 – Sensibiliser les salariés au développement durable
 - 9 – Positionner GRDF en tant qu'acteur de référence du développement durable
- La prise en compte de l'environnement dans les activités quotidiennes de l'entreprise (certification ISO 14001)
 - Actions de partenariats nationaux et locaux : Sportif, solidaire (Emmaüs, Banques alimentaires, insertion...), écologique et de santé.

C- GRDF AU NIVEAU NATIONAL

LES CHIFFRES CLES

- 83 nouvelles communes desservies
- Le groupe GRDF a réalisé un chiffre d'affaire de 3 000K€ en 2010
- 322 TWh de gaz naturel ont été acheminées
- Progression de 2000 Km du réseau de distribution.

LES FAITS MARQUANTS

- GRDF et la FNCCR se sont mis d'accord sur un nouveau modèle de traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel, il succède à celui élaboré en 1994
- Les efforts en matière de recherche et d'innovation seront poursuivis en 2011 : comptages gaz évolués, pompes à chaleur gaz, éco générateurs, pompes à chaleur hybrides, étude et développement de nouveaux services.....

RAPPORT ANNUEL DE CONCESSION RELATIF A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU D'ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION France 2010

L'année 2010 en quelques dates

Les événements climatiques

En janvier, la tempête Xynthia est venue frapper les populations de plusieurs départements. Afin de rétablir dans les meilleurs délais l'alimentation électrique des 1 300 000 clients coupés, les équipes d'ERDF de plusieurs régions, dont Méditerranée, ont été envoyées en renfort. Grâce à cette mobilisation, 90% de la population a été réalimentée dans les deux jours

Tarification

Le 1^{er} août, un ajustement du tarif d'acheminement est intervenu à hauteur de 3,4%, intégrant une inflation 2009 de 0,1% et un facteur d'évolution des coûts de 1,3%.

Le 15 août, les tarifs réglementés de vente de l'électricité, fixés par les pouvoirs publics, ont augmenté en moyenne de 3,4 %. Hors inflation, la revalorisation des tarifs pour les particuliers s'élève en moyenne à 1,5 %.. Les tarifs réglementés français restent parmi les plus bas d'Europe (inférieurs de 25 % à 35 % à la moyenne européenne).

Fiscalité

La loi de finances pour 2010, du 30 décembre 2009, supprime, à compter de 2010, la Taxe Professionnelle et instaure une Contribution Economique Territoriale ainsi qu'une Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux qui se traduit pour ERDF par une Imposition Forfaitaire sur les Transformateurs dont la tension amont excède 50000 volts

Les chiffres clés de la concession

1	Installations de production	42
2	Postes-sources	1
3	Postes de transformation HTA / BT	211
4	Points de livraison (en milliers)	34 492
5	Réseau moyenne tension HTA (en km)	128
6	Réseau basse tension (en km)	218

La précarité énergétique et la solidarité

En 2010, EDF est le premier contributeur des Fonds de solidarité pour le logement (FSL) après les collectivités locales, à hauteur de 22 M€, et promeut activement le Tarif première nécessité (TPN) depuis sa création.

Les perspectives 2011

Le 1^{er} janvier 2011, baisse du tarif de première nécessité (TPN).

La réduction octroyée par application du TPN, qui variait jusqu'au 31 décembre 2010 de 30 à 50% en fonction de la taille du foyer, varie de 40 à 60% à partir du 1^{er} janvier 2011. La réduction moyenne appliquée aux bénéficiaires du TPN va ainsi augmenter de 77 € TTC en moyenne par an à environ 88 € TTC.

La Loi NOME du 7 décembre 2010 transpose, notamment une directive du 27 octobre 2003 visant à harmoniser la fiscalité environnementale européenne. Les taxes sur l'électricité sont donc devenues proportionnelles à la quantité d'électricité consommée et non plus au montant de la facture : d'électricité les TCFE se sont substituées le 1^{er} janvier 2011 aux anciennes taxes locales sur l'électricité (TLE).

La continuité de fourniture

L'année 2010 a été marquée par la survenance d'événements climatiques notables. Toutes causes confondues, le temps de coupure moyen ressort, au niveau national, à 119 minutes. Au périmètre de la concession, les résultats sont les suivants :

**Temps de coupure
toutes causes
confondues en min.**Durée moyenne totale annuelle de coupure par client BT,
toutes causes confondues (critère B)

	2009	2010	Variation
Critère B concession	19	27	39,73%

Coupures sur incidents

	Concession	
	2009	2010
Nombre d'incidents HTA pour 100 km de réseau	10	6
Dont réseau aérien	1	0
Dont réseau souterrain	8	5
Nombre d'incidents BT pour 100 km de réseau	10	13
Dont réseau aérien	4	3
Dont réseau souterrain	6	3
Nombre de coupures sur incident réseau	34	36
Longues (≥ à 3 min.)	34	36
Brèves (de 1s à 3 min.)	19	8

Coupures pour travaux

	Concession	
	2009	2010
Nombre de coupures pour travaux	7	15
Nombre sur réseau BT	5	13
Nombre sur réseau HTA	2	2
Temps moyen	2	6

La situation globale du réseau sur la concession

Au 31 décembre 2010, la situation du patrimoine sur l'ensemble de la concession est la suivante :

Réseau BT (en m)

		Concession	
	2009	2010	Variation
Réseau souterrain	154 407	155 757	0,87%
Réseau torsadé	54 458	54 263	-0,36%
Réseau aérien nu	7 482	7 482	0,00%
Total réseau BT	216 347	217 502	0,53%

Réseau HTA (en m)

		Concession	
	2009	2010	Variation
Réseau souterrain	123 033	126 219	2,59%
Réseau torsadé	0	0	0,00%
Réseau aérien nu	2 157	2 157	0,02%
Total réseau HTA	125 190	128 376	2,55%

Postes HTA/BT

		Concession	
	2009	2010	Variation
Nombre de postes	209	211	0,96%

Les travaux en faveur de l'environnement

Afin de réduire les impacts de son activité sur l'environnement, ERDF accorde une attention particulière à l'intégration esthétique d'ouvrages nouvellement réalisés sur le réseau :

% de travaux en techniques discrètes sur réseaux HTA et BT	Concession	
	2009	2010
En agglomération	100 %	100 %
Hors agglomération	0 %	0 %
En zone classée	0 %	0 %
Total	100 %	100 %

Les ouvrages mis en service en 2010

En 2010, les travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'ERDF se caractérisent de la manière suivante :

Ouvrages BT mis en service (en m)	Concession	
	2009	2010
Total	508	723
Dont pour information		
Extension	513	766
Renouvellement	0	7
Renforcement	160	0

Ouvrages HTA mis en service (en m)	Concession	
	2009	2010
Total	2 448	4 147
Dont pour information		
Extension	8	2 196
Renouvellement	2 440	1 951
Renforcement	0	0

Depuis 2008, les investissements totaux d'ERDF ont augmenté de 40 %. La moitié de ces investissements sont utilisés pour raccorder de nouveaux clients et producteurs. L'autre moitié concerne l'amélioration de la qualité de fourniture, la sécurité, l'adaptation du réseau aux charges et le renouvellement des moyens d'exploitation du concessionnaire.

Sur la concession, ces investissements ont représentés :

Investissements ERDF (en k€)		
	2009	2010
Raccordement des utilisateurs et voirie	545	815
Renforcement des réseaux	64	100
Sécurité, environnement, obligations réglementaires	92	90
Qualité de la desserte	138	321
Moyens d'exploitation et logistique	66	78
Total (en k€)	905	1 403

Perspectives pour 2011 : ERDF poursuit ses efforts pour améliorer la fourniture et moderniser le réseau. En 2011, un investissement de 700 millions d'euros sera consacré à la qualité de desserte.

Les clients de la concession

Les clients raccordés au réseau de distribution publique d'électricité sont les producteurs, clients en injection et les consommateurs, clients en soutirage.

Les tableaux ci-dessous présentent les consommateurs, qu'ils soient résidentiels, professionnels, entreprises ou collectivités locales, aux tarifs réglementés de vente et les clients sur l'ensemble de la concession :

Total clients aux TRV

	2009	2010	Variation
Nombre de clients	31 903	31 717	-0,58%
Energie vendue en kWh	198 432 129	213 019 662	7,35%
Recettes en €	16 281 642	18 584 887	14,15%
Dont acheminement en €	7 033 116	7 622 748	8,38%

Total clients de la concession

	2009	2010	Variation
Nombre de clients	34 410	34 492	0,24%
Energie acheminée en kWh	262 172 019	276 048 028	5,29%
Recettes d'acheminement en €	8 292 220	9 037 109	8,98%

Les actions en faveur des clients démunis

La démarche d'EDF vis-à-vis des clients vulnérables a pour objectif d'apporter des solutions adaptées et des actions favorisant la réduction du coût de la facture énergétique. En matière de lutte contre la précarité énergétique, l'entreprise finance les Fonds de Solidarité pour le Logement et assure la mise en œuvre du Tarif de Première Nécessité :

Participation EDF au FSL

	2009	2010	Variation
Département	650 000	660 000	+1.54%

Bénéficiaires du TPN

	2009	2010	Variation
Concession	1 900	1 184	-37,7%

Les flux financiers de la concession

Les flux financiers relatifs à la concession relèvent de l'article 4 et de l'article 8 du contrat de concession. Ils comprennent les redevances de concession (R1 relative aux frais de fonctionnement et R2 relative aux frais d'investissement du concédant) et la contribution annuelle du concessionnaire aux financements de travaux concourant à l'amélioration esthétique des ouvrages de la concession (article 8). En 2010, ces flux financiers ont été les suivants :

Montants des termes R1 et R2 (en €)

	2009	2010	Variation
R1 - Frais de fonctionnement	5 287	5 409	2,31%
R2 - Frais d'investissement		0	

Montant de la participation (en €)

	2009	2010	Variation
Participation Article 8-1 « travaux environnement »	0	0	-

Autres contributions (en €)

	2009	2010	Variation
Redevance communale d'occupation du domaine public	18 083	22 437	24,08%

Les immobilisations concédées

Pour 2010, la synthèse de la valeur des ouvrages concédés et la variation des actifs concédés sont représentées dans les tableaux suivants :

**Total des ouvrages concédés
(en k€)**

	2009	2010
Valeur brute comptable	35 159	36 725
Valeur nette comptable	20 848	21 675
Amortissements	14 312	15 051
Provisions constituées	7 475	7 522
Valeur de remplacement	49 807	51 219



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-179

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : RAPPORTS ANNUELS DE DELEGATION DE SERVICES PUBLICS LOCAUX (BAINS DE MER - CAFETERIA DU MUSEE PAUL VALERY)

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

En application de l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ils ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 15 septembre 2011.

Ils concernent, pour l'exercice écoulé 2010, les services suivants :

- l'exploitation des lots de plage pour les bains de mer ;
- la cafétéria du Musée Paul Valéry

pour lesquels des notes synthétiques individuelles ont été établies et annexées à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-180

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICE PUBLIC DELEGUE - EXPLOITATION DES JEUX DU CASINO - SA SETE LOISIRS - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DES JEUX - PERIODE 2011/2014 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Conformément à la procédure prévue par l'arrêté du 23 décembre 1959 modifié, la SA SETE LOISIRS, gestionnaire actuel du casino, a fait connaître son souhait de renouveler sa demande d'autorisation ministérielle d'exploiter les jeux du 1^{er} novembre 2011 au 31 octobre 2014.

Par courrier du 09 septembre 2011, cette Société a donc sollicité l'avis du Conseil municipal sur le renouvellement de son autorisation pour ladite période, étant entendu que la présente délibération doit être jointe au dossier de demande qu'elle adressera au ministère de l'Intérieur.

En vous précisant que ce renouvellement a lieu à l'identique et porte sur l'exploitation de machines à sous, black-jack, roulette anglaise, stud-poker, boule,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un avis favorable sur le renouvellement de l'autorisation ministérielle de jeux sollicité par la SA SETE LOISIRS exploitant le casino de La Corniche, du 1er novembre 2011 au 31 octobre 2014.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-181

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : SA ELIT - CONCESSION D'AMENAGEMENT MULTI SITES CENTRE EST -
COMPTE RENDU ANNUEL 2010

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT subrogée dans les droits et obligations de la SEMALIS (acte de Fusion-absorption approuvé par délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006) soumet à l'approbation, de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2010 de l'opération d'aménagement Multi-sites Centre Est.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement signée le 13 décembre 2001 approuvée par le conseil Municipal du 22 novembre 2001 complétée par voie d'avenants n°1, 2, 3, 4 et 5 approuvés respectivement par le conseil municipal des 22 novembre 2001, 28 novembre 2006, 20 novembre 2007, 30 septembre 2008 et 27 octobre 2009. La concession d'aménagement s'achève au 30 Décembre 2012

Il est rappelé que l'opération consiste à l'aménagement et à l'urbanisation de divers îlots dégradés désignés comme suit :

- N°1 : Ilot rue André Portes – surface 150 m²
- N°2 : Ilot rue Honoré Euzet – surface 3 700 m²
- N°3 : Ilot savonnerie – surface 1 500m²
- N°4 : Ilot quai d'Orient – surface 1 620 m²
- N°5 : Ilot quai des Moulins – surface 4 000 m²
- N°6 : Ilot rue Maréchal Juin - surface 8 000 m²
- N°7: Ilot rue Montmorency - surface 1 600m²
- N°8 : Ilot Mas Coulet – surface 5 008 m²

Au cours de l'année 2010 et durant le 1^{er} semestre 2011, les différents îlots ont connu les évolutions suivantes :

N°1 : Ilot rue André Portes – surface 150 m²

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il conviendra donc de clôturer l'opération.

N°2 : Ilot rue Honoré Euzet – surface 3 700 m²

La 2^e tranche d'une constructibilité de 3 388 m² portant sur les parcelles cadastrées AM 161, 162, 163 et 538 a été confiée, après consultation, au promoteur FDI Promotion et la signature de l'acte authentique a été régularisée le 24 mars 2011 après relogement des derniers commerçants. Le programme comprendra des logements libres (80%), des logements sociaux (20%) et des commerces au rez-de-chaussée.

N°3 : Ilot savonnerie – surface 1 500m²

Le programme d'une constructibilité de 3 218 m² a été confiée, après concours promoteurs / architectes en 2009, au promoteur Nexity - George V et la signature de l'acte authentique a été régularisée le 21 décembre 2010. Le programme comprendra des logements libres (80%), des logements sociaux (20%) et des commerces au rez-de-chaussée.

N°4 : Ilot quai d'Orient – surface 1 620 m²

La SA ELIT s'oriente vers la cession au profit de la CPA Multi site du local restant, dès lors que le relogement du locataire « Maîtres Nageurs Sauveteurs » sera effectué en liaison avec le concédant. La SA ELIT, avec l'accord de la ville prévoit d'acquérir ce local et d'y réaliser ses bureaux.

N°5 : Ilot quai des Moulins – surface 4 000 m²

La vente des droits à construire à la société Immo Finances SARL a été réalisée le 7 Octobre 2008 conformément aux prévisions budgétaires.

La rétrocession à la ville, à l'euro symbolique, d'une partie du foncier appartenant à la SA ELIT, située rue des Ateliers permettant l'élargissement/prolongation de la rue des Ateliers est en cours.

N°6 : Ilot rue Maréchal Juin - surface 8 000 m²

Par arrêté préfectoral du 7 juillet 2009, l'acquisition de la parcelle AK 46 a été déclarée d'utilité publique et cessible.

Les offres des prix d'acquisitions ont été notifiées aux propriétaires à la fin de l'année 2009.

En l'absence d'accord sur les propositions de prix, le Tribunal de Grande Instance – juridiction de l'expropriation du département de l'Hérault a été saisi par la SA ELIT

Le TGI a rendu deux jugements les 26 janvier 2011 et 23 mars 2011, concernant deux indivisions ; la SA ELIT a interjeté appel du jugement du 26 janvier 2011 tandis que l'indivision partie prenante a interjeté appel du jugement du 23 mars 2011.

N°7 : *Ilot Montmorency*

Supprimé : ¶

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il conviendra donc de clôturer l'opération à la fin de la CPA soit fin de l'année 2012.

N°8 : *Ilot Mas Coulet – surface 5 008 m²*

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il conviendra donc de clôturer l'opération à la fin de la CPA prévue fin de l'année 2012.

Le bilan prévisionnel actualisé au 31 décembre 2010 fait ressortir un total des recettes réalisées pour l'ensemble des opérations de 6 590 K€ sur un bilan actualisé de 8 825 000 € et un total des dépenses réalisées de 7 025 K€ sur un bilan actualisé de 8 825 000 €.

L'équilibre du bilan est assuré par la Ville de Sète à hauteur de 1 271 000 € inchangé par rapport à l'exercice 2009.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité et son annexe rattachée au présent projet de délibération présentent un point opérationnel et un point financier par opération et globale.

En 2011 Elit procédera à la clôture des opérations à terme et prendra les dispositions permettant l'achèvement des opérations en cours et leur clôture à la fin de l'année 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2010 de l'opération d'aménagement Multi-sites Centre Est.

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice.

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités

APPROUVE le plan de trésorerie actualisé.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-182

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : SA ELIT - PRI ILE SUD - COMPTE RENDU A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2010

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SEM SA ELIT en vertu d'une Convention Publique d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 26 septembre 2002 et complétée par deux avenants approuvés en Conseil Municipal le 16 décembre 2003 puis le 15 mai 2006 soumet à l'approbation de la collectivité le compte-rendu annuel d'activités des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu d'activités 2010 du Périmètre de Restauration Immobilière Ile Sud (PRI ILE SUD) présenté par la SA ELIT détaille l'avancement de l'opération, les acquisitions et les cessions de l'année ainsi que le bilan financier et le plan de trésorerie au 31 décembre 2010.

Au cours de l'année 2010, le projet et la convention PNRQAD Centre Ancien ont été élaborés conjointement par la Ville de Sète et l'ANRU, en lien notamment avec la S.A ELIT pour la partie concernant le PRI Sud.

L'activité de la SA ELIT s'est concentrée sur les acquisitions stratégiques indispensables, sans s'écarter des immeubles où elle est déjà copropriétaire, conformément aux dispositions du CRAC précédent.

L'animation par la SA ELIT s'est intensifiée auprès des copropriétés pour remettre en place de nouveaux gestionnaires, puis préparer les projets de restauration de parties communes.

Sur le plan des relogements relevant de la SA ELIT, les situations présentant un risque pour la sécurité ont été solutionnées.

La décision d'accompagner le transfert d'activités commerciales notamment rue Honoré Euzet, s'est traduite par l'augmentation du poste travaux qui a pour conséquences une actualisation de la participation à hauteur de 152 000,00 €.

Le bilan actualisé fait apparaître le reversement de la subvention ANRU par la SA ELIT à la Ville d'un montant estimé à 664 000,00 €. Cette subvention est inscrite dans la convention PNRQAD.

Concernant le déroulement de l'opération en 2010 :

- Au cours de l'année 2010, les chantiers du 26 rue Honoré Euzet (parcelle AM82), du 7 et 9 rue Fondère (AM20 & AM21) et du 41 rue Maurice Clavel se sont poursuivis dans le cadre du dispositif « Loi Malraux », pour une livraison prévue en 2011.
- La S.A. ELIT a continué son effort visant à faire rénover les immeubles vétustes en copropriété, dont la elle est propriétaire.
- Le niveau des acquisitions réalisées au 31 décembre 2010 correspond à 85 % des achats prévus au bilan prévisionnel du CRAC 2010, tandis que la commercialisation réalisée se situe à 45 % des prévisions.
- Les ventes réalisées en 2010, ont permis à la SA ELIT de se dégager complètement de deux immeubles grâce à la cession d'anciens entrepôts.

Concernant les objectifs du PRI Ile Sud sur les deux prochaines années :

- La SA ELIT est déjà copropriétaire au sein de plusieurs immeubles dont la réalisation du projet de rénovation d'ensemble repose sur d'importants travaux de parties communes. L'action de la SA ELIT visera à aider les syndicats de copropriétaires et les syndicats, par la mobilisation des subventions de l'ANAH, dont un premier versement a eu lieu en 2010 et par la conduite à terme ces travaux.
- La commercialisation des appartements, dont la SAELIT s'est rendu propriétaire, s'effectue dans la perspective de produire du logement conventionné en location ou accession.
- L'intervention de la SA ELIT s'oriente également en animation et conseil auprès des copropriétés concernées par la D.U.P. n° 5 dont l'enquête publique vient de se dérouler. Ces dossiers seront pris en compte par la nouvelle OPAH-RU 2011-2015.

Concernant l'état des engagements financiers et le plan de trésorerie prévisionnel :

- Ainsi globalement la SA ELIT a reçu de la Ville de SETE des avances de trésorerie à hauteur de 633 372,50 €. Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) des années 2003 à 2006 précisent l'affectation de ces sommes.
- Il est prévu de mettre en place une nouvelle convention d'avance financière d'un million d'euros sur les exercices 2011 à 2013 remboursable annuellement et portant intérêts
- Conformément au compte rendu de l'exercice précédent, la Ville de Sète a versé, sur la période 2006 à 2010, sa participation à hauteur de 1 306 000,00 €.
- De son côté la SA ELIT a respecté ses engagements sur 2006 à 2010, à savoir le remboursement total des avances reçues de la Ville à hauteur de 633 372,50 €

- La SA ELIT remboursera au 31 décembre des exercices concernés la nouvelle avance financière d'un million d'euros
- Le bilan de l'opération au 31 décembre 2010 s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 10 444 0000,00 € et affiche une participation de la Ville actualisée, à hauteur de 1 911 000,00 € dont le solde sera versé sur les exercices 2011 à 2012 par fraction annuelle de 226.000,00 € en 2011 puis 379.000,00 € en 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2010 de l'opération PRI Ile Sud de Sète.

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2010.

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités

APPROUVE le plan de trésorerie actualisé.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-183

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : SA ELIT - PRI ILE SUD - AVENANT N° 4 A LA CONVENTION PUBLIQUE
D'AMENAGEMENT DU 04 OCTOBRE 2002

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2002, la ville de Sète a approuvé la convention publique d'aménagement entre la ville de Sète et la Société d'Équipement du Littoral de Thau (SA ELIT) confiant à cette dernière l'opération d'aménagement foncier et d'urbanisme dénommé PRI Quartier Iles Sud. Cette convention publique d'aménagement a fait l'objet d'une signature le 4 Octobre 2002 et d'une réception par le représentant de l'Etat le même jour.

Par délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2003, la ville de Sète a approuvé l'avenant n°1 à la convention publique d'aménagement entre la ville de Sète et la Société d'Équipement du Littoral de Thau (SA ELIT). Cet avenant a fait l'objet d'une signature le 24 Octobre 2003. Il portait sur la modification de l'article 20 « Rémunération de la société ».

Par avenant n° 2, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2005 soit un montant de 1 080 000,00 € HT.

Par avenant n° 3, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2009, transmise à la préfecture le 6 janvier 2010, il a été défini un montant actualisé de la participation HT de la collectivité, issu du compte-rendu annuel au 31 décembre 2008, soit un montant de 1.759.000,00 €.

Selon l'article 17 de la dite Convention Publique d'Aménagement, l'Aménageur doit préciser et soumettre par avenant à l'assemblée délibérante le montant actualisé de la participation HT de la collectivité au bilan de l'opération, issu du compte rendu annuel à la collectivité.

Par suite le compte rendu annuel, arrêté au 31 décembre 2010, que vous venez d'approuver, révisé le montant de la participation communale pour le porter à 1 911 000,00 € HT.

Toutefois, si les prévisions budgétaires actualisées ne font pas apparaître le besoin d'une participation définitive mais seulement une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur ne sollicite que le versement d'une avance, éventuellement renouvelable qui sera remboursée sans intérêt dans un délai qui sera fixé conventionnellement. »

Les parties ont donc convenu d'établir un avenant conformément à l'article 17 de la convention initiale. Cet avenant est passé avec la SA ELIT

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE

l'avenant n° 4 à la Convention Publique d'Aménagement
P.R.I. Île Sud passée avec la SA d'Équipement du
Littoral de Thau (SA ELIT)

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits

Nature : 2382

Fonction : 820

Service : URBA

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITÉ PAR 29 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-184

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RUE MONTMORENCY - ATTRIBUTION DE MARCHES - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a lancé une consultation sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, en application des articles 28 (marché à procédure adaptée) et 72 (marché à tranches) du Code des Marchés publics, pour « les travaux de réhabilitation de la rue Montmorency ».

Pour cela, un avis public d'appel à la concurrence est paru sur le site du BOAMP en date du 21 juillet 2011.

Le marché est alloti selon la décomposition suivante :

- Lot 1 : Réseaux humides
 - 1.1 – Eaux usées
 - 1.2 – Eaux pluviales
 - 1.3 – Eau potable
- Lot 2 : Réseaux secs
- Lot 3 : Voirie - chaussée
- Lot 4 : Revêtement béton

Les travaux seront divisés en tranches définies comme suit :

Tranche ferme: Rue Montmorency partie comprise entre le quai de Bosc et la rue Député Molle

Tranche conditionnelle 1: Rue Montmorency partie comprise entre la rue Député Molle et la rue Révolution

Tranche conditionnelle 2: Rue Montmorency partie comprise entre la rue Révolution et la rue Carausane

La date limite de réception des offres a été fixée au 30 août 2011 à 17 heures.

A noter, que le dossier de cette consultation a été élaboré conjointement avec Thau Agglo sur la base d'une convention de groupement de commandes adoptée en conseil municipal de la Ville de Sète le 9 décembre 2009 et en conseil communautaire de Thau Agglo le 22 septembre 2010.

La présente consultation conduira à l'attribution de marchés pour chacun des lots permettant la réhabilitation de la rue Montmorency.

La Commission Ad Hoc a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais réglementaires en séance du 1^{er} septembre 2011 : 9 entreprises ont remis des offres recevables (dont 3 pour le Lot 1, 1 pour le Lot 2, 3 pour le lot 3 et 2 pour le lot 4).

Après avoir confié les plis à l'analyse des services techniques au regard des critères de jugement contenus dans le règlement de la consultation, et après consultation de la commission ad hoc le 15 septembre 2011, il est proposé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

↳ Pour le lot n° 1 : Réseaux humides

A l'entrBEC EHTP Pour un montant estimatif de 1 674 258,27 € HT soit 2 002 412,89 € TTC sur la base du devis quantitatif estimatif (DQE)

- tranche ferme: 544 078,55 € HT
- tranche conditionnelle n°1: 512 833,85 € HT
- tranche conditionnelle n°2: 617 345,87 € HT

↳ Pour le lot n° 2 : Réseaux secs:

A l'entreprise SOGETRALEC pour un montant estimatif de 211 825,50 € HT soit 253 343,29 € TTC sur la base du devis quantitatif estimatif (DQE), décomposé comme suit:

- tranche ferme: 67 619,50 € HT
- tranche conditionnelle n°1: 56 084,50 € HT
- tranche conditionnelle n°2: 88 121,50 € HT

↳ Pour le lot n° 3 : Voirie - chaussée:

A l'entreprise JOULIE TP pour un montant estimatif de 422 149,07 € HT soit 504 890,29 € TTC (variante) sur la base du devis quantitatif estimatif (DQE)

- tranche ferme: 153 062,15 € HT
- tranche conditionnelle n°1: 115 502,40 € HT
- tranche conditionnelle n°2: 153 584,52 € HT

↳ Pour le lot n° 4 : Revêtement béton:

A l'entreprise SOLATRAG pour un montant estimatif de 83 439,40 € HT soit 93 793,52 € TTC sur la base du devis quantitatif estimatif (DQE)

Supprimé : ¶

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

de la décision de la Commission Ad hoc,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits aux budgets

1 – Budget principal de la Ville

Nature : 2312 - Fonction : 822 - Opération : 10002 - Service AMURB

Lot n° 2,3 et 4 et en partie pour les lots n° 1

2 - Budget annexe de l'Eau :

Nature : 2315 pour le Lot n°1 (en partie)

3 - Budget annexe d'assainissement de Thau agglo

Lot n° 1 (en partie)

La liste des imputations budgétaires pourra être complétée ou modifiée par voie de certificat administratif.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-185

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : SA BAS-RHONE LANGUEDOC (BRL) - APPROBATION DES MODIFICATIONS
DES STATUTS - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT**

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

BRL (pour Bas-Rhône Languedoc) a été créée en 1955, afin de réaliser de grands travaux d'aménagement hydraulique sur le territoire du Languedoc Roussillon. Elle est constituée sous la forme d'une Société Anonyme régie par le Code de commerce et par les articles L112-8 et suivants et R 112-6 et suivants du Code rural relatifs aux sociétés d'aménagement régional. La Commune de Sète est actionnaire de BRL depuis de nombreuses années.

A la demande du Président du Conseil Régional, BRL propose une modification de ses statuts, pour améliorer la représentation des collectivités territoriales actionnaires de BRL, au sein des organes de gouvernance.

La modification de ces statuts vise à adopter les dispositions de l'article L 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatives aux sociétés d'économie mixte locales et le passage d'une Société Anonyme à conseil de surveillance et directoire à une Société Anonyme d'économie mixte à conseil d'administration et direction générale.

Les articles des statuts relatifs à ces dispositions ont donc été modifiés et l'objet social de BRL a été précisé, répondant ainsi à l'intérêt général que représente pour chacune des collectivités territoriales actionnaire de BRL, la mise en œuvre des politiques d'aménagement durable des territoires.

Le montant et le pourcentage de la participation de la Commune de Sète dans le capital de BRL ainsi que le nombre d'actions dont la collectivité est propriétaire sont inchangés.

Le capital de BRL étant détenu à 61,25 % par des collectivités territoriales, le conseil d'administration de BRL sera composé de 18 membres, 12 sièges étant réservés aux représentants des collectivités territoriales et leurs groupements se répartissant comme suit :

- Région Languedoc Roussillon 32,74 % du capital 5 sièges
- Conseil général du Gard 13,23 % du capital 2 sièges
- Conseil général de l'Hérault 9,30 % du capital 2 sièges
- Conseil général de l'Aude 4,71 % du capital 1 siège
- Assemblée spéciale des Collectivités Territoriales 1,27 % du capital 2 sièges

La Commune de Sète dispose d'un représentant à l'assemblée spéciale des collectivités territoriales et leurs groupements, laquelle assemblée spéciale élit à son tour deux de ses membres pour siéger au conseil d'administration de BRL.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'évolution de BRL de société anonyme à directoire et conseil de surveillance en société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration et direction générale

ADOpte la modification des statuts de BRL correspondant à ces évolutions

AUTORISE le représentant de la Commune de Sète à l'assemblée générale de BRL à voter ces modifications statutaires lors des différentes instances

DESIGNE en qualité de représentant de la Commune de Sète à l'assemblée spéciale et à l'assemblée générale de BRL : Monsieur Jean-Claude GROS,

AUTORISE Monsieur Jean-Claude GROS à être, le cas échéant, désigné président de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales

AUTORISE Monsieur Jean-Claude GROS à être désigné, le cas échéant, représentant de l'assemblée spéciale au conseil d'administration de BRL

AUTORISE Monsieur Jean-Claude GROS à exercer à BRL le cas échéant des fonctions telles que celles de président du conseil d'administration ou de vice-président

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS

POUR : 30 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-186

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA VILLE DE SETE AU SEIN
D'ORGANISMES DIVERS - MODIFICATION

L'an deux mille onze et le 27 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Josette FAURA, Michel BODART donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Il convient de procéder au remplacement de Monsieur Régis LOMBARDI au sein des diverses commissions et organismes où il représentait la Ville de SETE à savoir :

- Commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (COPEC)
- Hérault Aménagement
- Régie du service funéraire Conseil d'exploitation
- CCAS
- Office municipal de Tourisme
- Communauté d'Agglomération « Thau Agglo »
- Association des communes maritimes du Languedoc Roussillon
- Association XARXA
- Voile Fun Sète
- Collège Paul Valéry
- Ecoles publiques :
 - Gaston Baby
 - Ferdinand Buisson

Le Conseil municipal pouvant décider, à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret, je vous propose qu'elle se fasse à main levée.

Un conseiller Municipal demandant le vote à bulletin secret conformément à l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal a procédé à ces désignations à bulletins secrets.

Commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
(COPEC)

Candidat :

ROUCOULET Pierrette

ANDRAL Sébastien

Nombre de Votants : 39

Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

ROUCOULET Pierrette : 27

ANDRAL Sébastien : 9

FAURA Josette : 2

Est désignée :

ROUCOULET Pierrette

Hérault Aménagement

Candidat :

ANFOSSO Emile

ASSENAT Marie-Line

Nombre de Votants : 39

Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

ANFOSSO Emile : 28

ASSENAT Marie-Line : 8

MATTERA Marie-Thérèse : 1

LAVIT Patrick : 1

Est désigné :

ANFOSSO Emile

Régie du service funéraire Conseil d'exploitation

Candidat :

FAURA Josette
MATTERA Marie-Thérèse
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

FAURA Josette :28
LAVIT Patrick : 1
MATTERA Marie-Thérèse :7
ASSENAT Marie-Line : 2

Est désignée :

FAURA Josette

CCAS

Candidat :

MICHEL-ALBANO Eliane
RESSEGUIER Pascale
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

MICHEL-ALBANO Eliane :28
RESSEGUIER Pascale : 9
LAVIT Patrick : 1

Est désignée :

MICHEL-ALBANO Eliane

Office municipal de Tourisme

Candidat :

FORMATO Armand
CAPMAS Hélène
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

FORMATO Armand :27
CAPMAS Hélène : 9
LAVIT Patrick : 2

Est désigné :

Communauté d'Agglomération « Thau Agglo »

Candidat :

MEZAN Rodolphe
LOMBARDI Régis
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

MEZAN Rodolphe : 24
LOMBARDI Régis : 14

Est désigné :

MEZAN Rodolphe

Association des communes maritimes du Languedoc Roussillon

Candidat :

MEZAN Rodolphe
BOU Jean-Luc
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

MEZAN Rodolphe : 27
BOU Jean-Luc : 9
LAVIT Patrick : 2

Est désigné :

MEZAN Rodolphe

Association XARXA

Candidat :

CASSANY Jocelyne
GAILHARD Michel
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 37

Ont obtenu :

CASSANY Jocelyne : 27

GAILHARD Michel : 9
LAVIT Patrick : 1

Est désignée :

CASSANY Jocelyne

Voile Fun Sète

Candidat :

PACULL Sébastien
CALUEBA-RIZZOLO Véronique
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

PACULL Sébastien : 27
CALUEBA-RIZZOLO : 9
LAVIT Patrick : 2

Est désigné :

PACULL Sébastien

Collège Paul Valéry

Candidat :

MAGNE Laurence
LEGER Jeanine
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 37

Ont obtenu :

MAGNE Laurence : 26
LEGER Jeanine : 9
LAVIT Patrick : 2

Est désignée :

MAGNE Laurence

Ecoles publiques :

• **Gaston Baby**

Candidat :

Titulaire

FAURA Josette
RESSEGUIER Pascale
Nombre de Votants : 39
Suffrages exprimés : 38

Suppléante

CANDORE-PELIZZA Conception

Ont obtenu :

Titulaire

FAURA Josette : 28

Suppléante

CANDORRE-PELIZZA Conception :28

RESSEGUIER Pascale : 9
LAVIT Patrick : 1

Sont désignées :

Titulaire

FAURA Josette

Suppléante

CANDORRE-PELIZZA Conception

- **Ferdinand Buisson**

Candidat :

MANCUSO Lydie

CAPMAS Hélène

Nombre de Votants : 39

Suffrages exprimés : 38

Ont obtenu :

MANCUSO Lydie : 27

CAPMAS Hélène : 6

LAVIT Patrick : 4

AUTHIE Blandine : 1

Est désignée :

MANCUSO Lydie

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG